Le quota de femmes au parlement égyptien. Vers une normalisation de leur statut ?

Egyptian women MP quota. Towards a normalisation of their status in the Parliament ?

Eva Saenz-Diez

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ema/3041>

DOI : 10.4000/ema.3041

ISSN : 2090-7273

Éditeur

CEDEJ - Centre d'études et de documentation économiques juridiques et sociales

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2012

Pagination : 231-245

ISBN : 2 905838-48-5

ISSN : 1110-5097

Référence électronique

Eva Saenz-Diez, « Le quota de femmes au parlement égyptien. Vers une normalisation de leur statut ? », *Égypte/Monde arabe* [En ligne], 9 | 2012, mis en ligne le 31 décembre 2012, consulté le 07 juillet 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ema/3041> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ema.3041>

RÉSUMÉ / ABSTRACT

LE QUOTA DE FEMMES AU PARLEMENT ÉGYPTIEN. VERS UNE NORMALISATION DE LEUR STATUT ?

Plus de cinquante pays ont adopté des quotas afin de réguler la sélection ou l'élection de femmes à des postes politiques ou au Parlement. L'Égypte, quant à elle, après avoir mis en application différentes initiatives de discrimination positive des femmes en politique, a récemment choisi d'adopter un système de quota. Cet article présente les raisons et les possibles conséquences liées à l'adoption de ce nouveau système. Pourquoi a-t-il été adopté ? Dans quelle mesure va-t-il améliorer le rôle des femmes au Parlement ? Quelles seront les conséquences qu'il aura sur les femmes en tant qu'acteurs politiques et pour les femmes en général ? Dans quelle mesure le quota, destiné à être utilisé lors des deux prochaines législatures, va-t-il modifier la scène politique, le comportement des électeurs en général et celui des femmes en particulier ?

EGYPTIAN WOMEN MP QUOTA. TOWARDS A NORMALISATION OF THEIR STATUS IN THE PARLIAMENT ?

More than fifty countries have adopted quota laws to regulate the selection or election of women to political positions and more specifically to Member of Parliament seats. Egypt has gone through different phases of political positive discrimination for women. This paper explores the reasons and possible consequences related to the recent adoption of a quota concerning women MPs. Why has it been adopted? To what extent will it improve women's role in the Parliament? Which implications will it have on women as political actors and for women in general? Will this quota, only meant to be for the following two legislative periods, change political life, electors' approach in general and women's in particular?

EVA SAENZ-DIEZ a obtenu sa thèse de Doctorat à l'Université de Paris 8 et à l'Université Autónoma (UAM) de Madrid en 2006 sur La politique scientifique en Égypte depuis 1952.

Elle a collaboré avec plusieurs Centres de recherche sur le monde arabe et est actuellement rattachée à l'Institut Magreb-Europe (Université de Paris 8) et au TEIM (Taller de Estudios Internacionales Mediterráneos, UAM).

EVA SAENZ-DIEZ obtained her PhD from the University of Paris 8 and the Universidad Autónoma de Madrid (UAM) in 2006 on The Science Policy of Egypt from 1952. She has worked with different research centres on the Arab World: TEIM (Taller de Estudios Internacionales Mediterráneos, UAM, Madrid), The Institut Maghreb-Europe (Université de Paris 8) and Cedej (Cairo). She has been living in India since 2006, where she still works on the Arab World.

QUOTA DES FEMMES PARLEMENTAIRES ÉGYPTIENNES

VERS UNE NORMALISATION DE LEUR STATUT

AU SEIN DE L'HÉMICYCLE ?¹

Plus de cinquante pays à travers le monde ont adopté des lois sur les quotas pour réguler la sélection ou l'élection de femmes aux mandats politiques. Durant la dernière décennie, un nombre croissant de parlements nationaux ont ainsi eu à modifier leurs constitutions ou leurs lois électorales dans ce sens.

Les quotas existent surtout, mais pas uniquement, dans les pays en voie de développement ou dans des pays ayant vécu un conflit (en Amérique latine, dans le sud-est de l'Europe, au Moyen-Orient et en Afrique). Leur adoption peut impliquer la réforme de la constitution ou de la loi électorale et s'appliquent donc dans un pays donné à tous les partis politiques, même à ceux qui y sont opposés.

Dans les pays arabes, l'entrée des femmes dans l'arène politique ne se fait pas sans difficultés, avec le plus faible moyenne régionale de femmes parlementaires dans le monde.

SITUATION GÉNÉRALE

Le rôle joué par les partis politiques sous Moubarak était, à quelques exceptions près, minime. Dans de nombreux cas, les partis d'opposition utilisaient les mêmes méthodes hiérarchiques et de

1. Cet article fut présenté au Colloque « Genre, villes et gouvernance dans le monde arabe et en Méditerranée » en avril 2010. Quelques mois plus tard, fut effectivement appliqué le système de quota lors des élections parlementaires.

sélection que celles du parti au pouvoir. Bien qu'on s'attendrait à ce qu'un soutien plus important de la part des partis politiques aux femmes candidates soit plus systématiquement renforcé et encouragé, c'est loin d'être le cas.

Notons que toutes les femmes qui font de la politique, ne sont pas prêtes d'adopter, ou même d'accord d'aborder, des questions spécifiques aux femmes. En fait, souvent elles ne s'impliquent pas dans les débats portant sur les questions spécifiques aux femmes. Dans de nombreuses régions, de nombreuses femmes qui sont entrées dans des espaces dominés par les hommes politiques, soit ne sont pas au courant des questions spécifiques aux femmes ou tout simplement refusent de défendre ces questions.

Les raisons en sont nombreuses. Il a été constaté que parmi les obstacles majeurs auxquels les femmes font face quand elles entrent dans la sphère du politique, celui d'adopter des questions spécifiques aux femmes revient presque toujours en tête. Cette démarche tend à les marginaliser encore davantage dans un monde déjà amplement dominé par les hommes. En effet ces questions sont perçues comme ayant peu de crédibilité et souvent peu d'intérêt. S'en suit la question essentielle : pourquoi les femmes devraient-elles défendre des questions féminines simplement parce qu'elles sont femmes ? Les hommes font-ils de même simplement parce qu'ils sont des hommes ? Il est intéressant de noter que la réponse à cette dernière question est plus susceptible d'être à l'affirmative, puisque les politiciens, à qui on donnerait le choix, auraient tendance à privilégier des questions qui les intéresseraient et seraient liées à leur propre vie.

Arguments contre les quotas

L'un des arguments forts à l'encontre du système des quotas est que le fait d'avoir recours à une discrimination positive pour les femmes implique automatiquement une discrimination envers les hommes. Le point étant que, en réservant des sièges pour les femmes, les hommes se verraient refuser la possibilité d'accéder à ces sièges. Mais ce n'était certainement pas le cas en Égypte, puisque le nombre de sièges réservés aux femmes avaient été ajoutés à ceux déjà existants.

Un autre argument est que les quotas peuvent conduire un certain nombre de femmes peu ou pas du tout qualifiées à occuper des sièges à l'Assemblée du peuple. En d'autres termes, les femmes se voient obtenir des sièges, pas forcément grâce à leurs capacités mais simplement grâce au quota.

Une autre critique est que le système des quotas pour les femmes risque de se retourner contre elles, car elles sont alors méprisées et peuvent être perçues comme des femmes *token* (jetons) souvent « placées »

là par le parti au pouvoir. En outre, les quotas sont considérés par beaucoup comme une mesure anti-démocratique car en quelque sorte, ils permettent d'anticiper les choix des électeurs (Dahlerup, 2002, 4).

Arguments pro-quotas

Les partisans du quota insistent sur le fait que dans des circonstances ordinaires, les femmes ont tendance à être discriminées et ont rarement la possibilité de gagner des sièges. Par conséquent, certaines mesures de discrimination positive ne devraient pas être vues comme un luxe mais plutôt comme une nécessité.

Une autre réponse aux critiques des quotas est que dans des sociétés patriarcales ou tout simplement plus conservatrices, les femmes, qui peuvent être tout aussi qualifiées que d'autres candidats masculins, courent encore un risque élevé de ne pas se faire élire par les électeurs simplement en raison de leur sexe. Le fait d'assurer par un quota la participation parlementaire aux femmes, n'est pas une question de discrimination positive, mais en réalité le moyen de leur permettre une participation légitime à la vie parlementaire.

Par ailleurs, les partisans du quota sont parmi les premiers à soutenir que l'augmentation du nombre de femmes dans l'arène politique largement dominée par les hommes facilite la visibilité de celles-ci, car elles acquièrent alors la force du nombre et finissent par devenir plus confiantes.

Tokenisation des femmes

Le risque des quotas est la *tokenisation* des femmes. Celles-ci risquent d'être perçues par leurs collègues comme des *tokens*, des jetons arrivées là grâce au système et non pas grâce à leurs capacités ou atouts. (Dahlerup, *ibid*).

Le fait d'avoir des femmes peu engagées, ou pas au courant du jeu parlementaire, risque d'être plus préjudiciable qu'autre chose. Elles comptent en effet comme femmes au sein de l'hémicycle sans pour autant être engagées ou même disposées à adopter des positions défendant des questions féminines ce qui permettrait à leurs congénères de gagner du terrain.

Dans le cas spécifique de l'Égypte, le système de quota était perçu par beaucoup comme étant un outil de la part du parti au pouvoir pour gagner quelques sièges en plus.

DIFFÉRENTES ÉTAPES

Amélioration du processus

Le manque de familiarisation avec les différentes règles du mécanisme parlementaire et les relations avec les autres parlementaires, représentent un défi important pour les femmes parlementaires. Un apprentissage de ces règles est par conséquent un pré-requis incontournable. Par la suite, elles pourront les utiliser à leur propre avantage, pour promouvoir leurs causes et être capable de mener à bien leur travail.

Une fois ce processus acquis, les femmes parlementaires pourront changer ces règles en fonction de ce qu'elles considèrent comme étant nécessaire et/ou plus approprié pour leurs sœurs.

Il y a essentiellement quatre secteurs dans lesquels des changements peuvent être opérés : l'aspect procédural et institutionnel, la représentation, le discours ainsi que l'influence qu'elles peuvent avoir sur le résultat.

En ce qui concerne l'aspect institutionnel et procédural, il s'agit de mesures qui affectent la nature même de l'institution et les procédures qui ont lieu en son sein, le but étant de les rendre plus favorable aux femmes. L'acceptation culturelle des femmes en tant que législateurs devrait correspondre à des changements dans les procédures de ces institutions (Karam, Lovenduski, 1998).

Pour ce qui est de la représentation, il s'agit de modifications produites en terme de facilité d'accès à l'Assemblée du peuple pour les femmes. Cela nécessiterait des efforts spécifiques et ciblés, leur permettant d'occuper des postes de décision et leur permettant d'obtenir une visibilité plus importante. Ces changements devraient donc également impliquer des changements dans les partis politiques, comme une étape essentielle en vue d'assurer une plus importante participation des femmes dans l'arène politique.

Quant au discours, ce n'est pas uniquement du contenu dont il s'agit, mais également d'attitudes, de comportements, aussi bien au sein de l'hémicycle, qu'à l'extérieur de celui-ci. La normalisation de la présence et de la représentation féminine dans l'arène politique est une condition préalable importante pour leur permettre d'avoir un impact sur les débats de politique générale.

Mais il est également important que les femmes arrivent à être des acteurs à part entière et ne soient pas contraintes de subir l'agenda pré-établi et en quelque sorte imposé d'avance.

Acquisition des règles

La formation portant sur les codes internes de conduite parlementaire, la familiarisation quant au discours public ou le lobbying auprès des collègues masculins sont essentiels.

Il est important que les femmes parlementaires puissent, si elles le souhaitent, établir des réseaux avec d'autres organisations féminines, qu'elles se familiarisent avec les médias, puissent traiter avec les ONG et les organisations internationales ou établir une présence au sein de différents comités.

Utilisation des règles

Une fois les règles acquises, le rôle des femmes parlementaires est de mener à bien un travail en aval qui consisterait entre autre à insister sur la participation de celles-ci au sein des partis politiques. Il est important d'encourager la candidature des femmes et de voter pour elles lors d'élections internes aux partis et d'attirer l'attention sur l'absence de femmes à des postes clés.

Savoir et pouvoir influencer les agendas parlementaires ainsi qu'arriver à créer des alliances avec les collègues masculins sont très importants. Le rôle des médias est indéniable et le fait d'arriver à rendre publiques certaines questions est nécessaire.

Modification des règles

Une fois les règles acquises et utilisées, l'étape suivante consiste à les modifier ce qui implique entre autre un changement des règles de sélection des candidats, ou l'introduction des systèmes de quotas dans certains comités. Autre exemple qui a un impact très important est la mise en place de mécanismes visant à encourager les femmes en leur donnant, par exemple, dans certains cas, la priorité sur leurs collègues masculins (Karam Lovenduski, *ibid*).

Lois sur les quotas

L'adoption de lois sur les quotas soulève donc quelques questions. Tout d'abord, pourquoi avoir adopté si facilement des quotas dans divers pays autour du monde ? Quels sont les acteurs qui se mobilisent pour et contre les quotas et pour quelles raisons ? Le soutien pour les quotas masque-t-il en fait d'autres intentions politiques ? Plus précisément, constitue-t-il une revendication articulée par des mouvements féministes, ou reflète-t-il plutôt une démarche plus cynique de la part

de certaines élites qui masquerait d'autres luttes, sous le couvert de préoccupations pour le statut politique des femmes ?

En fait, nombre de féministes s'opposent à ces dispositions, parce qu'elles les interprètent comme une tentative de gagner du terrain parmi les électrices, tout en favorisant la sélection de femmes malléables qui ne remettraient pas en cause le statu quo patriarcal.

LE CAS DE L'ÉGYPTE

Après la révolution de 1952, tous les partis politiques ont été abolis pour laisser place à un système de parti unique. Pour la première fois en Égypte et dans le monde arabe, en 1957 deux femmes sont élues à l'Assemblée du peuple. Le régime, qui préconisait une idéologie socialiste a tenté d'encourager la participation des femmes aux postes administratifs et politiques. Cependant, la culture du système de parti unique ne favorise pas une acceptation de la pluralité politique.

Et même lorsqu'un semblant de système multipartite a été réintroduit en 1976, les taux de participation politique des femmes sont restés faibles.

Systèmes de quotas pour les femmes en Égypte

En 1976, l'Égypte adopte, officiellement en tout cas, un système multipartite. En 1977, une loi est votée qui réglementait les activités des partis politiques. Ce changement a coïncidé avec la tenue d'un certain nombre de conférences internationales portant sur le statut des femmes qui préconisaient notamment des recommandations sur l'inclusion des femmes dans la vie politique.

A la même époque, en 1979, la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) est signée. Elle prévoit l'établissement de droits des femmes dans tous les domaines. A cette époque, notamment avec la nouvelle politique d'ouverture économique, l'*Infitâh*, et politique qui mène à de nouvelles alliances avec le bloc occidental, les dirigeants politiques ont tenu à renforcer leurs relations internationales, afin d'améliorer leur image. Cela supposait également une plus forte participation et visibilité des femmes dans la vie politique.

Un autre facteur important a été le rôle joué par Gihane al-Sadate (1970-1981) qui a cherché à assumer un rôle social influent en parallèle au rôle politique joué par son mari. Elle a appelé à la création d'organisations non-gouvernementales, à la participation à des forums internationaux. Elle a utilisé son poids politique pour exiger des lois favorables aux femmes et a soutenu les efforts de ceux qui réclamaient

l'inscription de questions portant sur le statut des femmes ainsi que la révision de nombreuses lois les concernant.

Dans l'ensemble, les évolutions dans les années 1970 ont poussé le régime égyptien à introduire un certain nombre de procédures de soutien visant entre autre à donner plus d'autonomie aux femmes à de nombreux niveaux et notamment dans le domaine politique.

L'Assemblée du peuple

En 1979, un décret présidentiel a été adopté concernant l'application du système des quotas (21/1979) réservant 30 sièges (sur 360 sièges) pour les femmes à l'Assemblée du peuple, *Majlis al-sha'b*. Il était obligatoire de voter pour deux membres dans chaque zone électorale : il fallait que l'un soit agriculteur et l'autre ouvrier. Dans 30 de ces zones, il fallait en plus qu'au moins une femme soit élue, réservant ainsi 30 sièges pour les femmes. Il en résultait qu'elles obtinrent 35 sièges. La présence de femmes à l'Assemblée du peuple s'avéra être un réel succès.

En 1983, une nouvelle loi dans le même sens est adoptée (114/1983). En 1984, les femmes occupaient 36 des 458 sièges (Abou Zeid, 32 ; Wahby, 43). Les femmes ont été autorisées à concourir avec les hommes pour les autres sièges. En outre, le Président a le droit de nommer dix membres de l'Assemblée du peuple, dont au moins deux femmes.

En 1986, la loi 188/1986 fut votée qui annulait les sièges réservés aux femmes. L'annulation des 30 sièges attribués aux femmes n'a pas été la seule perte. Elle a été suivie par une autre modification du système électoral, qui a vu le retour du système électoral majoritaire. A ce stade, les femmes ont perdu leurs faibles gains concernant leur statut dans l'arène politique, lors du cycle parlementaire suivant, puisque la représentation féminine fut 2,2 % seulement.

Un an plus tard, en 1987, les femmes ne remportent que 14 sièges, en 1990, sept sièges, en 1995, cinq sièges et en 2000 sept sièges. Elles n'ont occupé que neuf des 454 sièges lors des élections législatives de 2005, dont uniquement quatre avaient été élues, les autres ayant été nommées par le Président (Leila, 2010 ; Sullivan, 1986, 66, 219).

Raisons du déclin de la participation politique des femmes

La baisse de la participation politique est essentiellement due aux barrières sociales et culturelles imposées par une société patriarcale, renforcée par une vague de fondamentalisme islamique qui balaye le monde arabe en général et l'Égypte en particulier depuis les années 1980. Certains groupes conservateurs jugent que la place des femmes n'est sûrement pas au sein de l'hémicycle.

« Les partis politiques, qui sont censés former les femmes, ne leur donnent de fait aucune formation, ne les inscrivent pas sur leurs listes et quand c'est le cas, ne les soutiennent pas dans leurs campagnes, a déclaré Hoda Badran, responsable de l'AWA, Alliance for Arab Women. Tout au plus ils vont juste les inscrire dans un comité portant sur les questions féministes, les séparant ainsi des autres comités et les isolant des autres groupes de travail du parti » (McGrath, 2009).

Les quelques femmes qui décident quand même de se présenter se heurtent à des obstacles pour obtenir des financements et sont encore plus exposées à la violence et à la brutalité qui accompagnent généralement les élections en Égypte. Plusieurs candidates ont déclaré avoir été physiquement intimidées par leurs adversaires ou soumises à des campagnes de dénigrement.

L'adoption du quota

La présence féminine au sein de l'Assemblée du peuple suite aux élections législatives de 2005 a chuté, ce qui a poussé Moubarak à utiliser son droit constitutionnel de nommer plus de femmes à l'Assemblée du peuple.

Mais la loi de 2009 sur le quota, présentée par le PND, Parti National Démocratique, comme étant une solution pour pallier à cette chute du nombre de femmes parlementaires a été vue par beaucoup comme inconstitutionnelle. Selon Amr Hisham, expert au Centre *al-Ahrâm* pour les études politiques et stratégiques :

« Alors que la Constitution consacre l'égalité entre tous les citoyens, l'amendement de l'article 62 approuve le droit d'attribution de sièges aux femmes à la Chambre basse du Parlement. Cette allocation équivaut à une distinction humiliante pour les femmes. Ce dont nous avons vraiment besoin, c'est de changer la culture de la société patriarcale et non pas une loi » (al-Shirbini, 2009).

Selon Hisham, si le système de quota venait à être suspendu après plusieurs élections, la situation reviendrait à nouveau au statu quo. Les hommes ne voteraient toujours pas pour des femmes, parce qu'ils ne leur font pas confiance en tant que décideurs. Il faut donc d'une part que les mentalités changent, aidées par le système d'éducation et les médias qui doivent être utilisés pour changer cette perception négative.

La loi approuvée à la mi-juin 2009 portait le nombre de sièges à l'Assemblée du peuple, de 454 à 518. Les 64 sièges supplémentaires devaient ainsi être occupés par des femmes.

La modification a pris effet lors les élections législatives de 2010 et n'était censée être appliquée que pendant deux cycles électoraux de cinq ans.

Quotas : Deux camps s'opposent

La mise en œuvre des quotas a suscité un débat passionné en Égypte entre deux camps opposés. D'une part, les partisans, dont un certain nombre de forces progressistes, les activistes féministes ainsi que les organisations des droits de l'Homme. D'autre part, les opposants, étaient représentés par des branches plus conservatrices de la société ou dans certains cas, des groupes de spécialistes juridiques.

Les partisans du système de quota présentent essentiellement une perception positive de l'application des quotas.

Ils avancent notamment l'argument qu'il est injuste que la moitié de la société soit privée d'une représentation parlementaire équitable. En fait, les femmes font souvent face à des circonstances difficiles, y compris en ce qui concerne le revenu per capita, l'accès à l'éducation, à des positions de leadership, etc. Par conséquent, cette situation devrait être compensée en attribuant un nombre minimal de sièges aux femmes.

Les partisans croient que les femmes cherchent rarement à donner la priorité à leurs intérêts par rapport à ceux des autres. Elles tenteraient plutôt d'utiliser leur pouvoir pour servir les intérêts des autres. Autrement dit, selon eux, les femmes adopteraient moins systématiquement une approche de gagnant/perdant lorsqu'il s'agit de relations de pouvoir (Elsayed & Elmanfaloty, 67).

Les quotas ne sont pas considérés comme une violation de l'égalité telle que définie par la Constitution. Les partisans soutiennent que tous les citoyens ne devraient pas être soumis à des règles unifiées qui fournissent seulement une égalité théorique, qui ne reconnaissent pas les différences existantes. Sur cette base, l'attribution de sièges parlementaires aux femmes, qu'elles auraient du mal à obtenir autrement, ne va pas à l'encontre de l'égalité des sexes. Au contraire !

Les détracteurs du système de quota ont pour la plupart une vision patriarcale qui consiste à croire que les hommes sont plus à même de mener à bien une activité politique en général et parlementaire en particulier. Ils croient en effet que les hommes ont l'expérience politique nécessaire pour entreprendre les luttes à mener, qui est une partie intégrante du processus parlementaire. Ce camp croit également que les intérêts des femmes font partie des intérêts globaux de la société que les membres élus, hommes ou femmes, pourraient défendre indifféremment.

Ils perçoivent donc la mise en œuvre des quotas comme étant imposée par le parti au pouvoir, ne reflétant pas nécessairement un véritable besoin existant. Il s'agit plutôt de la volonté personnelle de l'élite et est loin d'être l'expression d'un intérêt social ou national. Les femmes parlementaires qui ont bénéficié du système de quota, devront suivre la ligne du parti, ce qui va certainement rendre plus difficile le fait qu'elles jouent un rôle réel au sein de l'Assemblée du peuple.

Ils considèrent cette discrimination positive comme une violation flagrante de la Constitution.

En outre, ils soulignent la mauvaise performance des femmes parlementaires qui ont bénéficié du quota dans le passé. Déclarer que les femmes représentent les femmes implique que les hommes représentent seulement les hommes, établissant le facteur de genre comme une norme discriminatoire entre les citoyens.

Les pressions occidentales sont également mises en cause. « *La date à laquelle la modification a été faite est suspecte, venant si peu de temps après le discours du Président américain Barack Obama et ses appels pour les droits des femmes* », avance Amani Abul-Fadl, responsable du Centre égyptien pour le suivi des priorités des femmes et qui se décrit comme féministe islamique. « *Je suis en faveur de la participation des femmes, mais dans ce contexte, l'amendement ressemble à une réponse à l'appel d'Obama. Exécuter les ordres d'Obama est une violation de la souveraineté nationale et ceci est inacceptable* » (Saad Zarwan).

D'autres groupes

Les membres des minorités ethniques ou religieuses font face à une situation similaire : de nombreux électeurs musulmans, par exemple, rejettent l'autorité d'un copte et ne voteront donc pas pour un candidat copte.

CONCLUSION

Les quotas ont tendance à démobiliser les mouvements de femmes et ont souvent comme résultat l'élection de femmes peu engagées. Ils tendent à promouvoir une vision statique des femmes en tant que groupe et diminuent l'efficacité de celles-ci en tant qu'acteurs politiques. L'adoption du système de quotas a pourtant des conséquences positives. Il contribue aussi à des avancées concrètes pour les femmes dans la sphère politique. Par ailleurs, les systèmes de quotas ont souvent revitalisé les groupes de femmes pendant la période en vigueur ou même après que les quotas ont été introduits.

Nehad Abul Komsan, présidente du Centre égyptien pour les droits des femmes (ECWR), a milité pour l'application du quota pour une durée de 15 ans. Mais elle favorise un système de liste proportionnelle où chaque parti aurait un nombre minimum de candidatures féminines dans le cadre de sa liste électorale.

« Un système proportionnel aurait garanti que les femmes ne soient pas isolées, elles seraient intégrées dans le groupe. Cela obligerait les partis à chercher des candidates femmes actives, les former et les soutenir à tous les niveaux » (McGrath, 2009).

Le système de quotas mis en place en 2009 devait être appliqué pendant deux mandats législatifs, soit pour une période de dix ans ; mais pour beaucoup, ce n'est pas assez long pour changer les positions conservatrices profondément enracinées sur le rôle des femmes. *« Il faut au moins une génération pour changer les attitudes, dit Abul Komsan. Vous ne pouvez pas vous attendre à ce que cela arrive du jour au lendemain ».*

POST-SCRIPTUM

Depuis que cet article a été présenté, des élections ont eu lieu en Égypte en automne 2010.

Le système des quotas a été appliqué. 396 femmes se sont présentées pour les 64 sièges réservés (148 étaient inscrites dans des partis politiques et 248 se présentaient en tant qu'indépendantes).

Deux des 64 sièges ont été annulés (Biyala-Kafr al Chaykh). Des 62 sièges, le PND en a obtenu 55, le Wafd en a eu un et les six sièges restants ont été obtenus par des candidates indépendantes.

Parmi les femmes qui ne se sont pas présentées dans le cadre du quota, deux seulement ont été élues pour le PND.

Enfin, parmi les 10 députés que Mubarak pouvait nommer, seule une femme fut désignée.

A posteriori, ce système de quota a été perçu par beaucoup comme un moyen facile pour le PND d'obtenir plus de sièges.

Suite à la chute du régime Moubarak, le système électoral a été modifié. Pour ce qui est des prochaines élections législatives qui ont lieu en automne 2011/hiver 2012, le quota de 64 sièges attribués aux femmes a été annulé et remplacé par un système selon lequel au moins une femme doit figurer sur chaque liste de parti. Le parti a néanmoins la liberté de placer la candidate n'importe où sur la liste. Si les femmes candidates sont placées en bas de la liste, ou même en quatrième

position, il leur sera alors hautement improbable d'obtenir des sièges, sauf si le parti remporte un pourcentage élevé du vote dans ladite circonscription. Plusieurs militants des droits des femmes ont critiqué ce système qui réduit sensiblement les chances des femmes d'être représentées à la Chambre basse.

Un trait distinctif du système électoral égyptien est l'exigence que 50 % des sièges doivent être occupés par les ouvriers et les paysans. Ces dispositions reflètent les orientations et les principes socialistes du début des années 1960 et apparaissent dans la Constitution de 1964 et celle de 1971. Il est intéressant de noter que ce quota imposé ne peut pas être déclaré inconstitutionnel, alors que les quotas sur la représentation des femmes le sont.

Comment se fait-il également que le quota de 50 % d'ouvriers et de paysans ait été maintenu et que celui des femmes ait été supprimé d'un simple revers de main ! Les femmes auront-elles une nouvelle chance dans un avenir proche de jouer un rôle politique comme celui qu'elles ont eu lors de la révolution ?

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- ABOU-ZEID G., 2003, « Introducing Quotas in Africa: Discourse in Egypt », *The Implementation of Quotas: African Experiences*, Pretoria, Afrique du Sud, 11-12 novembre 2003, http://www.quotaproject.org/CS/CS_Egypt_Gihan_2004.pdf, http://www.idea.int/publications/quotas_africa/upload/IDEA_no3.qxd.pdf
- *Women at the Advent of the New Century*, p. 32 (réf. incomplètes, cité dans Abou-Zeid Gihan, 2003, « Introducing Quotas in Africa: Discourse in Egypt », *The Implementation of Quotas: African Experiences*, Pretoria, Afrique du Sud, 11-12 novembre 2003, http://www.quotaproject.org/CS/CS_Egypt_Gihan_2004.pdf, http://www.idea.int/publications/quotas_africa/upload/IDEA_n°3.qxd.pdf
- DRUDE D., 2002, *Women in Parliament, International IDEA*, Stockholm, http://www.onlinewomeninpolitics.org/beijing12/Chapter4_Dahlerup.pdf
- ELSAYED K. & KAMAL E. (éds), *The reality of multiparty system in the transformation into capitalism and political participation*. Cairo: Arab Research Center.
- KARAM A. & JONI L., 1998, « Making Inroads Into Parliament », in Azza Karam (éd.), *The International IDEA Handbook on Women in Parliament: Beyond Numbers*, Stockholm, p. 125-156.
- LEILA R., 2010, « A female friendly parliament? » in *al-Ahram Weekly*, 11-17 novembre 2010, <http://weekly.ahram.org.eg/2010/1023/sc28.htm>

- McGRATH C., 2009, *Egypt: Women on Road to Parliament*, 27 June 2009, <http://community.eldis.org/.59c59212>
- SAAD R. & ZARWAN E., 2009, http://www.monstersandcritics.com/news/middleeast/features/article_1483724.php/Egyptian_women_divided_on_parliamentary_quota_News_Feature
- AL-SHIRBINI R., 2009, *Egypt approves parliament quota for women amidst protests*, <http://gulfnews.com/news/region/egypt/egypt-approves-parliament-quota-for-women-amidst-protests-1.72203>
- SULLIVAN EARL L., 1986, *Women in Egyptian Public Life*, New York, Syracuse University Press.
- WAHBY A., « Quota system as a tool to activate women role in Parliament ». *Parliament Issues*, Issue n° 32, Political and Strategy Research Center, p. 43.